



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE

500 rue Marcel Demonque
Zone du Pole technologique Agroparc
84000 Avignon

Références : 26-0186
Code AIOT : 0005201222

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE implanté Usine de St Loubès 2, Chemin de Bel Air 33450 Saint-Loubès. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE
- Usine de St Loubès 2, Chemin de Bel Air 33450 Saint-Loubès
- Code AIOT : 0005201222
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'unité ETEX de Saint-Loubès est une unité de production de plaques de plâtre. Elle appartient au groupe Belge ETEX.

La fabrication des plaques de plâtre consiste à introduire entre 2 épaisseurs de papier une pâte de plâtre, qui une fois sa prise réalisée, sera séchée dans un séchoir. La pâte de plâtre est obtenu à partir de Gypse et de plâtre recyclé; l'unité étant dotée d'une installation de recyclage de plâtre. Le site est règlementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 11/03/2009 et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 28/05/2013, 24/05/2016, 31/07/2023 et 27/12/2023.

Les activités du site relèvent notamment des rubriques suivantes :

- Rubrique 2520 - fabrication de plâtre - sous le régime de l'autorisation
- Rubrique 2515 - broyage / concassage de produits minéraux - sous le régime de l'autorisation

Le site emploie environ 100 personnes, 7 jours sur 7 en 4x8.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	article 25-II	
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement, l'exploitant dispose des informations attendues s'agissant des produits chimiques qu'il met en œuvre. Il est cependant attendu qu'il procède à une revue des FDS pour s'assurer disposer des dernières versions des fiches de données de sécurité (FDS).

Sur site, le stockage et les conditions d'utilisations des produits sont apparus cohérents avec les préconisations des FDS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un tableur recensant l'ensemble des produits chimiques utilisés sur le site. Ce tableau comprend environ 160 références de produits (accélérateur de prise, des produits retardant, des produits fluidifiants, des encres notamment). Sur site, les produits chimiques sont principalement stockés dans la "zone des ajouts", la zone de transformation et la zone de maintenance.</p> <p>L'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS) est rassemblé sur le réseau informatique de l'entreprise, accessible par l'ensemble des salariés. Une version simplifiée des FDS est également présentée dans les zones de stockage des produits - constaté sur site.</p> <p>L'inspection a consulté, par sondage, l'accès aux FDS des produits suivants :</p>

- Encre : NP/2001/BLACK/DL/AC/SW/20 - produit H225 (liquide et vapeurs très inflammables) - révision du 03/02/2017 - conditionné en bidons plastiques sur site.

- Adjuvant plâtre (fluidifiant) : DEVELOPE PCE 2023-H (MKS DEVO) - révision du 10/11/2025 - conditionné en GRV (grand récipient vrac) sur site.

Sur ce dernier produit, l'exploitant a présenté dans un premier temps une FDS en anglais avant de présenter la FDS en français. A noter que la version française mentionne l'absence de mention de dangers, alors que la version anglaise présente les mentions de dangers H335 et H318.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure de disposer des versions françaises des fiches de données de sécurité et procède à une revue de ces FDS afin de se doter des dernières versions.

Pour le produit DEVELOPE PCE 2023, l'exploitant confirme les mentions de dangers du produit et s'assure de la cohérence des informations mises à disposition auprès du personnel (étiquetage, FDS simplifiée, EPI, etc.)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

Constats :

L'inspection a vérifié sur site, pour les produits identifiés au point précédents, les conditions de mise en œuvre des préconisations des FDS : manipulation et stockage, mesure à prendre en cas de déversement, moyens de défense incendie.

L'inspection a pu constater la mise en œuvre effective des FDS simplifiées sur les lieux de stockage et manipulation des produits, la mise à disposition des équipements de protection individuelle (EPI), le respect des conditions de stockage recommandées, la disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie.

S'agissant de l'encre, les bidons sont stockés dans des armoires jaunes dédiées (coupe-feu), équipées de dispositifs de rétention. Les portes de ces armoires affichent les consignes de sécurité, les équipements de protection individuelle (EPI) à utiliser.

L'inspection a cependant noté que les GRV de DEVELOPE PCE 2023 ne disposaient pas d'étiquetage présentant les pictogrammes de dangers selon les mentions de dangers identifiées

dans la FDS en anglais. Compte tenu du point précédent (incohérence de la FDS en anglais et en français), il est nécessaire de vérifier les mentions de dangers du produit afin de s'assurer que l'étiquetage est conforme à l'article 17 du règlement 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges (CLP).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant s'assure que les GRV de DEVELOPE PCE 2023 sont étiquetés conformément aux dispositions de l'article 17 du règlement CLP, au regard des mentions de dangers du produit (cf. point de contrôle précédent).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>Art 7.4.3 de l'AP du 11/03/2009</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50% de la capacité des réservoirs associés, <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à:</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 L.
Constats :

<p>L'inspection a pu constater que l'ensemble des produits chimiques contrôlé était bien disposé sur des rétentions correctement dimensionnées.</p> <p>En particulier, les GRV de DEVELOPE PCE 2023 sont stockés par deux sur une rétention dédiée dont le volume correspond à 100 % d'un GRV (ou 50% des deux GRV).</p> <p>La visite de la zone de stockage de huiles, de maintenance et de transformation n'a pas mis en évidence de défaut de mise en rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les produits stockés sont conditionnés en récipient mobiles (bidon, fût, GRV) et regroupés par typologie de produits sur rétention. Les produits ont globalement des emplacements dédiés afin de prévenir tout risque de formation de mélanges incompatibles.</p> <p>Lors de la visite sur site, il n'a pas été constaté de non respect des emplacements dédiés.</p> <p>La FDS de l'encre ne mentionne pas de produits supposés incompatibles</p> <p>La FDS du fluidifiant ne mentionne pas de produits supposés incompatibles</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un état des stocks des produits disponibles sur le site, consultable via le logiciel SAP, qui permet un suivi des différents produits sur site. Pour certains produits, des inventaires physiques sont également réalisés à différentes fréquences.</p> <p>Les volumes / nombre de contenants indiqués dans SAP pour les deux produits examinés (Encre NP/2001/BLACK/DL/AC/SW/20 et adjuvant plâtre (fluidifiant) : DEVELOPE PCE 2023-H) sont apparus cohérents avec le stock constaté sur site.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
